

À propos du rapport Bergier. 1re partie, La Suisse pendant la Second Guerre mondiale par Jean-François Bergier en 1990

Autor(en): **Bergier, Jean-François / Jäggi, André**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **148 (2003)**

Heft 1

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-347087>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

A propos du rapport Bergier (1)

La Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale par Jean-François Bergier en 1990

Tout le monde connaît une des sources essentielles pour l'histoire suisse contemporaines, *Les Documents diplomatiques suisses*, dont 18 volumes ont déjà paru à ce jour. Le volume 13, sorti en 1990, a été préparé à l'Institut d'histoire de l'École polytechnique fédérale de Zurich par Jean-François Bergier et André Jäggi, avec la collaboration de Marc Perrenoud¹. Ce recueil couvre la période du 1^{er} janvier 1939 au 31 décembre 1940. Il est intéressant de comparer l'introduction signée par les deux professeurs avec le contenu du Rapport final de la commission Bergier, publié au début de l'année 2002.

1939, 1940. L'angoisse sourd, monte, elle éclate dans le fracas des blindés, dans le sang et les larmes. C'est le paroxysme d'un siècle lourd de drames. Les documents que rassemble ce treizième volume (le chiffre fatidique a-t-il valeur de symbole rétrospectif?) de la série des *Documents diplomatiques suisses 1848-1945* reflètent, du premier au dernier, la peur et le désarroi qui règnent sur ces vingt-quatre mois. Peur et désarroi des peuples, plongés dans des situations matérielles et morales que nul n'avait voulu imaginer. Peur et désarroi des autorités politiques, administratives et militaires, confrontées à des responsabilités que toutes n'étaient pas préparées à assumer. A la détermination de quelques-uns répond l'incertitude des autres. Aux illusions qui tentent de survivre répond un destin à croix gammée et visage de mort.

La Suisse a pu, ou su, rester en-dehors de la guerre. C'est-à-dire de l'engagement direct, to-

tal, des armes et de ceux qui les manient. Les horreurs de la guerre lui ont été épargnées. Ceci, nous le savons, nous. Mais ceux qui vécurent en Suisse ces deux années ne le savaient pas encore. Ils avaient même toutes raisons de craindre le pire: le poids de cette appréhension, qui semble se préciser à plusieurs reprises (déjà en mars 1939), pèse sur les auteurs des documents qui suivent, même lorsque ces papiers ne semblent que le produit d'un pensum administratif et quotidien. L'angoisse (...) agit sur les uns ou sur les autres en sens inversés. Elle stimule l'imagination, bande les muscles; ou bien elle paralyse l'esprit de décision, se réfugie dans le souci des détails et des formes, se noie dans l'illusion... L'angoisse, en tout cas, révèle les caractères, ceux des nations comme ceux des individus.

La Suisse épargnée – provisoirement – par la guerre n'en est pas moins concernée par

elle, de façon bien concrète et très immédiate. Pareille évidence n'a plus besoin d'être soulignée. Mais elle mérite peut-être d'être précisée, d'être vérifiée à travers toutes ses implications. C'est à quoi le choix des documents que nous proposons espère réussir. Un choix que nous avons voulu aussi neutre, c'est-à-dire aussi réaliste que possible. Un choix qui s'efforce d'adhérer à une réalité quotidienne en évolution de plus en plus accélérée. Non point la réalité telle que les historiens ont déjà pu et pourront mieux désormais peut-être l'interpréter, mais la réalité telle que l'ont vécue et perçue les acteurs, grands ou modestes, obscurs parfois, auxquels nous donnons la parole.

Les problèmes qu'affronte la Suisse en guerre sont légion. Ils sont, d'autre part, beaucoup plus imbriqués les uns dans les autres qu'en temps normal, au point qu'il devient délicat d'isoler des documents «diplomatiques», soit ceux qui informent

¹ Bern, Benteli Verlag, 1990.

sur les relations du pays avec le reste du monde, et sur cela seulement. Tout, ou presque, ce qui se passe en Suisse est lié à la situation internationale, que ce soit au plan économique, ou culturel, ou social ou, bien sûr, politique. Inversement, toutes les liaisons de la Suisse avec l'étranger se répercutent à l'intérieur: sur la vie matérielle, sur l'opinion publique, sur les sentiments de la population. L'étranger d'ailleurs, plus que jamais, se montre attentif aux réalités internes et cherche à les influencer, à s'en servir. De sorte que la diplomatie, au sens classique du mot, n'est plus seule en cause. Chaque autorité, pour remplir sa mission, doit se mêler de tout: le militaire d'économie et d'information, le juriste de questions humanitaires, le diplomate de navires et de canons, l'ingénieur de stratégie, le commerçant d'une image de la Suisse à l'étranger, et ainsi de suite. Pareil concert ne s'entend pas sans dissonances: nos documents y font écho.

Dans ce foisonnement de préoccupations qui s'entrecroisent, il y a pourtant des points forts, des lignes de convergence. Le thème majeur de la neutralité tout d'abord. Proclamée plus fort que jamais dès lors qu'elle est moins assurée de respect. Elle reste en tout cas, avec quelque grandeur, l'épine dorsale de la politique extérieure de la Suisse dans la montée des périls, puis leur éclatement. Discours sans doute, voilé par le bruit des armes. Mais discours cohérent, ferme. Auquel répondent les gestes de la défense nationale sur le terrain, ou dans l'espace aérien. Il est

vrai que les exigences politiques de la neutralité et les dispositions militaires de sécurité – deux faces d'une même volonté – sont apparues à l'expérience difficiles à concilier, propres à nourrir un conflit entre le pouvoir civil et l'autorité militaire. Situation d'autant plus délicate qu'étaient contrastées les personnalités affrontées; et embarrassées par les libertés de la presse et les passions d'une opinion publique plus unanime et plus catégorique, en somme, que ses dirigeants. Moins sensible, en tout cas, aux subtilités de la diplomatie.

La survie matérielle de la Suisse en temps de guerre est un propos aussi essentiel que la neutralité qui serait, sans elle, vide de sens. Ces deux thèmes, d'ailleurs, se conjuguent sans cesse puisque la neutralité est aussi économique. S'étonnerait-on de la place prépondérante que les questions économiques occupent dans le présent volume des *Documents diplomatiques*? C'est, d'une part, que ces questions sont complexes, souvent techniques, ne se laissent donc pas traiter dans une lettre ou un mémoire brefs. L'évolution rapide de la situation internationale, dès avant la guerre, mais plus nettement à partir du printemps 1940, en modifie sans cesse les données, bloque ou fait rebondir les négociations tous azimuts. Il faut à tout moment tout reprendre. C'est d'autre part que la survie matérielle de la Suisse a été l'angoisse quotidienne des technocrates et des négociateurs qui avaient la responsabilité de l'assurer. Ils n'eurent pas seulement à faire preuve d'imagi-

nation, de ténacité, de courage physique parfois; ils eurent aussi à se tenir informés entre eux de leurs démarches au jour le jour, et à en informer l'instance de décision souveraine en la matière – un Conseil fédéral souvent dépassé et d'autant plus porté à faire confiance aux fonctionnaires, mais non à les laisser agir à leur guise.

Le gouvernement et l'administration affrontèrent deux problèmes connexes. L'un fut d'assurer le ravitaillement de la population en vivres, en matières premières pour l'industrie, en ressources énergétiques. Il s'agissait de conclure des marchés et – service beaucoup plus délicat – d'assurer les transports vers la Suisse par voie maritime, par chemin de fer et par route. Affréter des navires en dépit des réquisitions et des embargos. Obtenir la garantie d'usage des ports et celle de la liberté des trafics de transit à travers les trois puissances voisines.

Chacune de ces dernières y mit une bonne volonté variable: formaliste mais décidée pour l'Italie; tracassière et instable pour la France; stricte, donnant-donnant, pour l'Allemagne. Le chef de l'Office de guerre pour les transports, Erwin Matter, ne connut aucun répit – c'est une des figures centrales de ce livre.

En sens inverse, il s'agissait de maintenir au plus haut niveau possible les exportations suisses. Afin de se procurer des devises, mais surtout pour faire marcher les fabriques, assurer le travail de près de la moitié de la population active. Alors

même que les clients traditionnels restreignent leurs achats. Alors même, dès le début de la guerre, que les belligérants organisent le blocus (franco-anglais) ou le contre-blocus (allemand) de leurs adversaires et entendent – les premiers surtout – y inclure la Suisse, suspecte de réexporter sous une forme ou sous une autre les biens qu'on pourrait lui sentir. A partir de juin 1940, lorsque la Suisse fut pratiquement isolée du reste du monde par les forces ou l'influence de l'Axe, la négociation parallèle sur trois tableaux, Berlin, Rome et Londres, devint le jeu harassant de nos diplomates, relayés d'ailleurs par l'équipe de la Division du commerce (Jean Hotz et le professeur Paul Keller) et le directeur du Vorort (H. Homberger), présents semble-t-il partout à la fois malgré les voyages compliqués.

Mieux que tout l'or des coffres, l'atout paradoxal de la Suisse neutre, c'est son industrie d'armement – les fameux

canons Oerlikon, que les armées (suisse comprise) s'arrachent littéralement... Les grandes questions qui viennent d'être évoquées constituent les «leit-motifs» tantôt enflammés, plus souvent froidement analytiques, du présent recueil. Elles sont traversées d'autres affaires récurrentes: liberté de la presse, réfugiés et internés, relations avec l'URSS, etc. Mais aussi d'événements limités dans le temps, cependant d'une grande portée internationale, qui laissent souvent perplexes la politique et la diplomatie suisse – victoire de Franco en Espagne; dislocation de la Tchécoslovaquie; invasions successives, de la Pologne à la France. Et cent autres incidents ponctuels – de Mandchourie au Costa-Rica, en passant par le Liechtenstein – qu'il faut chaque fois évaluer dans un contexte global de plus en plus impossible à maîtriser.

(...) Avouons-le tout de suite: notre volume ne contient aucune bombe (même s'il y est

souvent question de cet engin de guerre, de Madrid à Courrendlin). Tout au plus des bombes déjà désamorçées: affaires des contacts du général Guisan avec l'armée française, de son discours au Rütli, de l'or allemand, par exemple. L'intérêt que nous croyons à notre ouvrage n'est donc pas dans la sensation ponctuelle de telle ou telle pièce propre à sortir des cadavres d'une armoire. Il est avant tout dans le halètement d'un temps déconcerté. Dans le film continu de la perception helvétique des événements et des réactions qu'elle suggère ou commande. Dans une vision quasi au jour le jour, où les tracas immédiats prennent plus de place, et plus de sens, que les grandes perspectives à tête reposée. De cette façon, il nous paraît que le présent recueil offre une approche nouvelle. Nous la souhaitons utile. (...)

Zurich, janvier 1990
Jean-François Bergier
 et **André Jäggi**